AVIS DE TEMPÊTE

Animation pour le 3e degré du secondaire

CARNET DE BORD

FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES, NOUS SOMMES TOUTES ET TOUS SUR LE MÊME PAQUEBOT ET L'AVIS DE TEMPÊTE EST LANCÉ !

ENTRAIDE& FRATERNITE

Comprendre les conséquences du réchauffement climatique n'est pas toujours simple. Comprendre les enjeux qui se jouent au niveau international ne l'est pas plus et si on rajoute les traités de libre-échange alors là ça devient vraiment incompréhensible.

Nous avons voulu tenter une approche différente pour dénouer cette pelote de laine.

Un montage vidéo à destination des élèves et un carnet de bord pour l'enseignant·e avec toute la marche à suivre, des apports théoriques et des pistes pour aller plus loin.

➔ **Avertissement** : La vidéo est un peu caricaturale et décalée mais il nous semblait pertinent de le faire de cette manière pour mieux accrocher les jeunes et aborder le sujet de manière un peu humoristique, légère sachant que le contenu du carnet de bord apporterait toutes les nuances utiles.

Bon travail

Interpellé·es par l'étude de Frédéric Thomas (CETRI) « *« Avis de tempête » Haïti face à l'injustice (notamment) climatique »* (2020)[1] dont voici un extrait, nous avons voulu vulgariser la réflexion et proposer aux enseignant·es une animation *clef sur porte* pour l'aborder avec leurs classes.

L'injustice climatique vue de Haïti :

Haïti est l'un des pays les plus affectés par les changements climatiques. Sa vulnérabilité est la combinaison d'une exposition « naturelle » et de conditions sociales. Les manifestations qui secouent Haïti depuis juillet 2018 visent aussi à renverser le cercle vicieux que constitue cette combinaison. Les Haïtiennes et Haïtiens veulent en finir avec un modèle où l'injustice est à la fois politique, économique et climatique. 2019 aura été l'année de mobilisation pour le climat. Signes d'un rejet du laisser-faire et du refus de s'en remettre aux politiques, celles et ceux qui descendent dans la rue entendent que soit déclarée « l'urgence climatique et écologique », prélude à une transformation de notre modèle économique.

Mais qui mieux que les Haïtiennes et Haïtiens, sont habités de cette urgence et de cette soif de changement ? Haïti a signé la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dès 1992, et ratifié le Protocole de Kyoto en 2005, tout en étant parmi les pays du globe les moins émetteurs de gaz à effet de serre (GES). ***En 2000, Haïti représentait moins que 0,03 % de l'ensemble des émissions mondiales. Pourtant, il est l'un des États les plus affectés par les changements climatiques. Ainsi, l'Indice mondial***

1Frédéric THOMAS, « Avis de tempête », 2020, URL : https://www.entraide.be/avis-de-tempete

des risques climatiques classait Haïti dans le top 3 des pays les plus touchés en 2016 et en quatrième position pour la période 1998-2017.

L'injustice est double : ceux qui portent le moins de responsabilité dans la situation actuelle sont aussi ceux qui en sont le plus impactés. Et c'est « nous » – les sociétés occidentales, parmi les principaux pollueurs – qui faisons payer aux Haïtiennes et Haïtiens le coût de notre modèle. *Haïti constitue non pas un cas à part, mais un cas extrême de l'injustice climatique. Et cela à deux titres. Pays le plus pauvre d'Amérique latine – 59 % de la population vit sous le seuil de pauvreté –, il est le seul État du continent*

à *faire partie des 47 Pays les moins avancés (PMA). En outre, il fait partie des 38 Petits États insulaires en développement (PEID), dont les trois-quarts se trouvent dans les Caraïbes et le Pacifique. Les PMA représentent 13 % de la population globale, 1 % du produit national brut global et seulement 5,75 % des émissions mondiales de GES.* ***Les***

PEID, qui ne produisent que 1 % des émissions de GES, sont parmi les premiers et les plus gravement touchés par le changement climatique, principalement à cause de l'élévation

du niveau de la mer*. Leur petite taille, l'isolement, l'étroitesse des ressources dont ils disposent, la fragilité de leur écosystème, la sensibilité des secteurs sur lesquels reposent leur économie (pêche, agriculture, tourisme), la concentration démographique (Haïti est le deuxième pays le plus peuplé des Caraïbes) exacerbent les conséquences du réchauffement de la planète. C'est d'ailleurs pour cet ensemble de raisons que les Nations unies ont reconnu leur situation comme « particulière ».* ***Les effets les plus évidents du dérèglement climatique – hausse des températures, élévation du niveau de la mer, acidification des océans, augmentation du nombre et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes, modifications des saisons – nous affectent tous. Mais pas au même rythme, ni avec la même gravité.*** *Haïti, lui, est en première ligne. De par sa position géographique; le pays est situé sur la trajectoire des ouragans tropicaux de grande envergure. Or, en partie lié à l'augmentation des températures à la surface de la mer dans l'Atlantique tropical, leur fréquence, leur durée et leur intensité se sont accrue. Au cours du vingtième siècle, Haïti a été touché par 34 tempêtes (y compris les orages et cyclones). Environ 80 % ont eu lieu après 1954, et 44 % dans les années 1990. Entre 1990 et 2004, une vingtaine de catastrophes majeures ont été enregistrées. Depuis lors, et pour ne citer que les phénomènes climatiques les plus extrêmes, le pays a subi l'ouragan Jeanne en 2004, quatre cyclones majeurs (Faye, Gustave, Hanna et Ike) en 2008, les ouragans Isaac et Sandy en 2012, et Matthew, en 2016.*

Pour 2019, la Direction de la protection civile (DPC) avait annoncé que 13 tempêtes et 5 ouragans, dont 2 majeurs, étaient sur la trajectoire du pays. En moyenne, Haïti est frappé par une catastrophe internationalement reconnue tous les 2 ans. Entre 2005 et 2015, plus de 4,4 millions d'Haïtiens ont été affectés par des désastres naturels et 96 % de la population est actuellement en proie au risque de désastre. Tout le pays et tous les Haïtiens sont donc touchés. ***Cela ne signifie pas pour autant qu'ils sont tous égaux face***

aux catastrophes. D'autant qu'avec « un coefficient de Gini de 0,6, l'inégalité des revenus en Haïti est la plus élevée de la région, classant Haïti parmi les pays les plus inégalitaires au monde. (…) Les revenus des 20 % des Haïtiens les plus riches représentent plus de 64 % du revenu total du pays, et ceux des 20 % les plus pauvres seulement 1 % *». Dès lors, selon l'âge, le genre, les ressources économiques et l'implantation rurale ou urbaine, la vulnérabilité sera plus ou moins importante. Et la paysanne, cheffe de famille, avec ses enfants, sur son bout de terre, sans accès aux services sociaux de base, doit affronter les effets cumulés et confondus des inégalités sociales et de l'injustice climatique.*

Après un tel constat, comment ne pas réagir et essayer de démultiplier le message ?

Déroulement de l'activité

Matériel nécessaire

- Vidéo « Avis de tempête » disponible gratuitement sur demande à polejeunes@entraide.be
- Un dessin « paquebot » et un jeu de « Cartes passagers » par sous-groupes et un pour présenter au tableau (disponible aux pages 6 et 7)
- Kit d'affichage au tableau/mur (papier collant, aimants, etc.)
- Les « cartes d'identités des passagers » pour chaque élève (disponible aux pages 8 à 10)

Installation de l'activité :

- Diviser la classe en sous-groupes de 2 à 3 personnes.
- Disposer le dessin du paquebot et les « Cartes passagers » (un par sous-groupes) ainsi que les cartes d'identité des passagers » (un par personne) sur les tables, en veillant à ce que le tout reste retourné pour débuter l'animation.
- Dans la vidéo, à trois reprises, un logo « Pause » arrive à l'écran. À ce moment-là, vous devez stopper la vidéo pour permettre aux élèves de travailler en sous-groupes. Ce travail permet de faire avancer la réflexion interpersonnelle. Une correction sera donnée à la reprise de la vidéo.

Etape 1 : Embarquement à bord du Earthboat

Lancer la vidéo

Pause à 2’02’’
Stopper la vidéo et faire travailler les élèves en sous-groupes.

Tâche à réaliser : Placer les « cartes passagers » sur le paquebot

- Afficher le panneau du paquebot au tableau.
- Permettre aux sous-groupes de retourner les documents placés sur la table.
- Expliquer la consigne : Les élèves doivent placer (comme on le demande dans la vidéo) les différents passagers sur les zones disponibles sur le paquebot en fonction du descriptif des passagers et de comment fonctionne le monde **maintenant et selon elles/eux**.
- Expliquer les différentes zones sur le paquebot (voir à la page suivante). **Attention à ne pas en dire de trop pour ne pas les influencer.**

Les élèves travaillent en petits groupes durant 10 minutes (Temps de lecture des cartes d’identité et discussion pour le placement des passagers sur le paquebot).

Ensuite, l’un ou l’autre sous-groupes explique la manière dont ils ont réparti les passagers.

Débat : Il y aura sans aucun doute différentes interprétations des emplacements du paquebot, un temps de débat (5 à 10 minutes) est donc bienvenu.

Dans les pages qui suivent, vous trouverez le descriptif des lieux sur le paquebot, les cartes passagers à distribuer à chaque groupe ainsi que les cartes d’identités des passagers.

➔ **Avertissements**:

- Pour les besoins de l’animation, les passagers sont schématisés à l’extrême, voire caricaturés. Il est important de garder à l’esprit qu’il y a de grandes divergences entre les membres d’un même groupe.
- Les distinctions « Nord » et « Sud » correspondent à une séparation du monde abstraite qui ne correspond ni à la géographie ni à la réalité. Ces termes étant les plus usuels, c’est pourquoi ils sont mis entre guillemets.

C'est d'ici qu'on commande le paquebot (le monde), on décide de la direction qu'il va prendre, il n'y a pas de place pour tout le monde.

Grandes cabines, luxueux, il y a beaucoup de place, beaucoup de nourriture.

Suffisamment spacieux, sans grand luxe mais assez confortable

C'est petit, inconfortable, sombre, il n'y a pas d'intimité

C'est ici qu'on exécute ce qui a été décidé au poste de commande. Mais en assurant que tout respecté par tous et pour tout le monde. On y a un rôle de contrôle et d'influenceur pour le respect des droits humains.

Cartes passagers à découper pour les placer sur le paquebot

MULTINATIONALES

PEUPLES DU « SUD »

INSTANCES INTERNATIONALES

GOUVERNEMENTS DU « NORD »

GOUVERNEMENTS DU SUD

ÉLITES NATIONALES CORROMPUES

POPULATION PRÉCARISÉE DU « NORD »

POPULATIONS DU « NORD »

SOCIÉTÉ CIVILE ACTRICE DE CHANGEMENT

EARTHBOAT

Cartes d'identité des passagers :

Les multinationales

Une multinationale est une entreprise qui a son siège social dans un pays d'origine et qui crée des filiales dans d'autres pays. Par exemple : *Bayer, Coca-Cola, Unilever, Nestlé*, etc.

Ces mastodontes sont créés pour plusieurs objectifs :

Avoir un accès direct aux matières premières.

Contourner certaines entraves à l'échange. Par exemple, l'installation d'une usine dans le pays où la marchandise produite sera consommée, même si le siège social se trouve dans un autre pays, permet d'éviter de payer des frais de douane à l'importation.

Pouvoir produire à l'étranger, dans des pays où les normes sociales pour les travailleurs et les travailleuses sont moins élevées, et ainsi maximiser leurs profits.

Elles prennent leurs décisions selon des questions de profit sans se préoccuper des Droits Humains ni de l'environnement. Il n'existe d'ailleurs à ce jour aucun traité international les obligeant à respecter les droits humains et l'environnement.

Les populations du « Nord »

Nous entendons ici les populations des pays industrialisés qui vivent dans des états de droit. (L'état de droit implique la prévalence du droit sur le pouvoir politique dans un état ainsi que l'obéissance de tout le monde, gouvernant·es et gouverné·es, à la loi. C'est le contraire d'une dictature.)

Population qui a accès à une série de droits : éducation, santé, travail, libre expression, justice…, aux technologies, à la sécurité sociale, etc. Notons toutefois que ces droits sont de plus en plus remis en cause par les politiques néo-libérales et en particulier les mesures d'austérité budgétaire.

Les peuples du « Sud »

Ils représentent la majorité de la population du « Sud » qui vit en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté, s'en sortant par l'économie informelle, ne bénéficiant généralement ni de sécurité sociale ni d'un accès gratuit à la santé ou à l'éducation. Il y a néanmoins de grandes fortunes dans les pays du « Sud » ce qui rend l'écart entre les riches et les pauvres encore plus démesuré.

Les gouvernements du « Nord »

Des Etats de droit où des élections libres sont organisées régulièrement et fondés sur le principe de la séparation des pouvoirs (législatifs, exécutifs et judiciaires) afin qu'aucun d'eux ne puisse concentrer tous les pouvoirs. Nous pourrions dire « démocratiques » mais de manière générale, la démocratie ne peut pas se résumer à des élections et la corruption n'y est pas forcément inexistante.

Les gouvernements du « Sud »

Gouvernements soumis en grande majorité aux politiques du FMI (fond monétaire International) et de la Banque Mondiale pour les remboursements d'emprunts colossaux qui ont pourtant très peu profité aux populations.

Peu d'investissements sont octroyés à la population au niveau des services publics.

De plus, certains membres de ces gouvernements sont corrompus, voire même sont dans des systèmes de dictatures.

Population précarisée du « Nord »

Personnes issues de milieux précaires dans lesquels l'absence d'une ou plusieurs des sécurités (économique, sociale, physique, environnementale, etc.[2]) ne leurs permettent pas d'assumer leurs responsabilités élémentaires et de jouir de leurs droits fondamentaux. L'insécurité qui en résulte peut-être plus ou moins étendue et avoir des conséquences plus ou moins graves et définitives.

Personnes ayant des parcours de vie chahutés et difficiles : Manque au niveau monétaire, logement, santé, emploi, éducation, culturel, …

Société civile actrice de changement

Les citoyen·nes du « Nord » et du « Sud » qui s'informent, manifestent, réagissent, créent des groupements au niveau local pour changer les choses, mais aussi des jeunes qui manifestent, des gens qui font des actions individuelles, des lanceurs d'alerte etc.

Ce sont aussi les ONG, associations et autres collectifs citoyens du « Nord » et du « Sud » qui travaillent au niveau de la solidarité internationale, la protection de l'environnement, de la lutte contre la pauvreté, des injustices, qui cherchent à remettre du lien social, qui donnent des formations, qui dénoncent et qui appellent à la mobilisation, …

2Si le sujet des sécurités vous intéresse, nous vous invitons à consulter l'étude 2020 de Vivre Ensemble : « La sécurité dans tous ces états », URL : https://vivre-ensemble.be/dossier-thematique-2020-2858

Instances internationales

La Banque mondiale (BM) a pour mission officielle «de mettre fin à l'extrême pauvreté dans le monde et de favoriser le partage de la prospérité [3]».

Créée en juillet 1944 à Bretton Woods (États-Unis) en même temps que le Fonds monétaire international (FMI), la BM a en commun avec le FMI de reposer sur des règles de fonctionnement anti-démocratiques avantageant les pays les plus puissants et ce, pour deux raisons principales.

Primo, depuis sa création, une règle tacite veut que la présidence de la BM soit réservée à un ressortissant des États-Unis.

Secundo, les droits de vote octroyés aux Etats dépendent très largement du poids économique du pays. Contrairement à l'Assemblée générale de l'ONU (Les Nations Unies) où chaque pays possède une seule voix, le système qui prévaut à la BM peut se résumer ainsi: 1 $US = 1 voix.

Ce système est d'autant plus inégalitaire qu'il confère un véritable droit de veto aux Etats-Unis qui peuvent, à eux seuls, bloquer toute réforme de l'institution comme une modification de la répartition des droits de vote.

Depuis les années 1980, la BM et le FMI supervisent les plans d'ajustements structurels (PAS) : des super plans d'austérité anti-sociaux qui facilitent l'implantation des multinationales dans les pays du « Sud ». Chaque prêt accordé aux pays du « Sud » est conditionné à la mise en œuvre de ces PAS. Les PAS ont eu notamment un effet dévastateur sur la paysannerie locale au « Sud » et annihilé toute possibilité de souveraineté alimentaire. Les pays sous ajustements structurels sont en effet devenus dépendants de « l'aide » étrangère pour se nourrir. En effet, une des contraintes des PAS est que les pays doivent s'atteler à exporter leurs matières premières, dont des produits agricoles. Ainsi, des cultures industrielles de café, cacao, thé, hévéa, palmiers à huile… ont remplacé des cultures vivrières, chaque pays se spécialisant dans quelques produits, en fonction de son sol et de son climat. Cette spécialisation a de fait réduit la diversité des denrées cultivées et la disponibilité de la nourriture pour les habitants, l'accent étant mis sur l'exportation.

Élites nationales corrompues

Ce sont les plus riches, du « Nord » et du « Sud », déconnectés du reste du monde.

Ce 1 % de la population mondiale qui détient la majorité des richesses et pense à son propre intérêt avant tout.

3 Banque Mondiale, URL : https://www.banquemondiale.org/fr/about/what-we-do/annual-meetings

Relancer la vidéo
Pour découvrir la situation initiale pour Entraide et Fraternité

➔ Le texte qui suit est celui de la vidéo, agrémenté d'exemples pour aider à la compréhension. Faite autant de pauses que nécessaire afin que la compréhension soit bonne.

Dans le poste de commandement, nous y avons mis les multinationales et les instances internationales comme le FMI et la BM

C'est bien dans la cabine de commandement qu'on dirige le monde, selon ses propres intérêts. Les multinationales (aidées par les gouvernements endormis ou corrompus) défendent leur vision du monde où les plus pauvres et vulnérables ne sont pas pris en compte. Elles veulent toujours s'agrandir davantage afin de remplir les poches des actionnaires et ne s'occupent que très rarement des questions de droits humains ou d'environnement. Le FMI et la Banque Mondiale quant à eux accordent bien souvent des financements aux Etats plus pour leur fonctionnement interne que pour le bien-être des populations.

Exemples :

- Dans les accords de libre-échange entre plusieurs états il existe, une clause d'arbitrage. Cette arme juridique placée dans les mains des multinationales leur permet d'attaquer les Etats en leur réclamant des milliards de dollars de dédommagement dès l'instant où une réglementation est susceptible d'entrainer la réduction de leurs profits. Si les Etats prennent des décisions en faveur de la protection de la santé, de l'emploi ou de l'environnement qui, par la suite, ont pour effet collatéral de diminuer les profits des entreprises (par exemple, imposer des équipements de protection plus élaborés pour les travailleurs et travailleuses), ils risquent une condamnation par la cour d'arbitrage car les Droits Humains ne font pas partie du mandat de ces arbitres/juges. Il est bien à noter que l'inverse n'est pas possible. Seules les entreprises transnationales peuvent attaquer les Etats.[4]

- Les montants de la condamnation sont souvent démesurés : le Pakistan a été condamné en juillet 2019 à payer 5,8 milliards de dollars à deux entreprises minières alors que les investissements réalisés dans le pays s'élevaient à seulement 220 millions de dollars. 26X moins que l'amende.

[4] Pour plus de renseignements à ce sujet, vous pouvez regarder la vidéo Youtube du CNCD-11.11.11 « Le TCE doit être compatible avec les défis sociaux et écologiques ! »

<u>Les premières classes</u>: Les gouvernements du « Nord », du « Sud » et les élites nationales corrompues ou profitant du système.

Tous vivent confortablement, ne veulent pas trop remettre en cause leur mode de vie, vivent entre eux dans de très grands espaces, trop grands pour eux et avec trop de richesses. Il y a à remarquer qu'ils ont bien d'autres choses à faire que de se soucier de ce qui se passe ailleurs sur le paquebot.

Exemples

- L'actuel gouvernement haïtien, à travers sa politique économique – qui se résume au slogan « Haïti open for business (Haïti ouverte aux affaires) » -, porte plus d'intérêt à l'érection des zones franches et à l'exploitation minière ou touristique qu'au soutien à la production agricole locale. La sécurité alimentaire en Haïti dépend d'aides extérieures et d'importations alimentaires. Une dépendance fortement accrue à la suite du tremblement de terre de 2010. Cela se traduit par l'absence de programmes d'appui à l'agriculture nationale.

- En 2020, Nicolas Sarkozy, (président français entre 2007 et 2012) est renvoyé devant le tribunal correctionnel pour des faits de "corruption" et de "trafic d'influence" dans l'affaire dite "des écoutes", également connue comme "l'affaire Paul Bismuth". La justice a intercepté des conversations téléphoniques entre l'ancien président et son avocat. Elle soupçonne les deux hommes d'avoir cherché à obtenir des informations et d'avoir tenté d'influencer une décision de la Cour de cassation grâce à l'intervention du magistrat Gilbert Azibert, premier avocat général près la Cour de cassation, en échange d'un "coup de pouce" dans l'obtention d'un poste au Conseil d'Etat de Monaco. Il est également impliqué dans une accusation de financement de sa campagne de 2007 par la Lybie. Ces affaires lui ont valu d'être entendu par la justice à plusieurs reprises mais l'ancien Président nie les faits qui lui sont reprochés. Alors que l'on évoque actuellement le retour de Nicolas Sarkozy sur la scène politique, la société française se pose beaucoup de questions sur ces affaires[5].

<u>Les 2èmes classes</u> : les populations du « Nord » y compris les plus précarisés

C'est nous ! Une grande partie vit dans le confort, avec des revenus corrects, des droits et peuvent se projeter dans l'avenir. Rien ne leur manque. Pour les plus précarisés la vie n'est pas toujours simple, mais les systèmes de sécurités sociales et le monde associatif mis en place leur permet de ne pas sombrer dans l'extrême pauvreté telle que la connaissent les peuples du « Sud » qui sont dans les cales.

5 Affaires Sarkozy, FranceInfo URL : https://www.francetvinfo.fr/societe/affaire/les-affaires-sarkozy/ (consulté le 06.01.2021)

Exemples

- Marc et Isabelle vivent avec leur deux enfants, adolescents. Ils travaillent tous les deux, ont fini de payer leur maison. Ils vont en vacances une fois par an, voire deux certaines années quand la neige leur manque. Marc pratique le tennis et Isabelle adore le fitness. Les enfants sont au scouts, font du sport et suivent des cours de théâtre pour l'un et de violon pour l'autre. La famille va au restaurant une fois par mois environ, au cinéma ou voir un concert. À l'école, tout va bien même si l'un des deux est un peu à la traine. Mais avec les cours particuliers en math, son année ne sera pas perdue.

- En Belgique il existe des centaines de familles marginalisées ou isolées qui ont les pires difficultés à faire face aux défis de la parentalité et à s'intégrer à la société. Ces familles sont souvent en gros décalage par rapport à la société, déséquilibrées sur tous les plans, même le rythme de vie. Ce handicap social est fortement porteur de discriminations. Beaucoup d'entre elles doivent choisir constamment dans quel domaine vital dépenser leur argent : Chauffage ou nourriture ? Médecin ou sortie scolaire obligatoire ?

***<u>Les Cales</u>* : les peuples du « Sud »**

Ce sont les plus pauvres du monde, ceux qui ont le moins de pouvoir d'influence, ceux qui sont relégués tout en bas sur l'échelle sociale, les « invisibles ».

Exemples

- Au Burundi et en RD Congo, comme dans une très large partie de l'Afrique, la tradition a placé les femmes dans une situation de fragilité et de subordination à l'homme. Alors que ce sont elles qui nourrissent leurs familles, elles manquent cruellement de considération : les garçons vont à l'école tandis que les filles sont chargées d'aider leur mère au champ ou à la maison ; les femmes n'ont pas le droit de s'exprimer en public ; elles ne participent pas aux prises de décisions du ménage ; elles ne possèdent aucun patrimoine car ce sont les hommes qui bénéficient des héritages ; elles n'ont rien à dire sur la gestion de revenus qu'elles ont pourtant très largement contribué à générer ; elles travaillent seules et doivent trop souvent subir des violences.

- Dacca (Bangladesh), reportage

D'ici un siècle, un quart du territoire du Bangladesh devrait être sous les eaux. Habitués aux inondations, cyclones et tempêtes, le pays de peut que constater la multiplication de ces phénomènes.

Sur une petite île au Nord du Bangladesh, près de Gaibandha, Anwar étudie ses cours de physique les pieds dans l'eau. Sa famille vit ainsi depuis plusieurs jours, il a l'habitude. « Ça

arrive souvent, quelques semaines, parfois ça peut durer un mois, alors on attend », explique le jeune homme. Nous sommes en pleine mousson, la saison des pluies qui court de juillet à septembre

La maison a pourtant été sur-élevée pour éviter les inondations, mais ce n'est pas suffisant. L'eau est chaude et pâteuse. Pleine de boue, on s'enfonce en marchant. La rivière monte jusqu'aux genoux dans la cour de la maison, pas de galets ou de roches pour avoir une assise.

Au Bangladesh, les inondations, les cyclones et les tempêtes sont monnaie courante. En moyenne, un gros cyclone tous les trois ans. Mais depuis une dizaine d'années, ces phénomènes sont plus fréquents et plus intenses. Pas d'assurance pour rembourser les dégâts, ici, les habitants perdent bien plus que leur maison.

À chaque fois, ils repartent à zéro. La récolte du riz est perdue, les investissements pour la lancer aussi, les terres inutilisables, la maison à reconstruire. En se déplaçant dans la région, c'est flagrant.

On aperçoit des maisons désossées, où il ne reste que le squelette de bois, les plaques de tôle ont été emportées pour re-créer un foyer un peu plus loin.[6]

***La salle des machines* : la société civile actrice de changement**

Les personnes des populations du « Nord » et du « Sud » qui se mobilisent peuvent entrer ici, mais ce n'est pas facile. Les ONG, les associations et les groupes militants mettent leur pied dans cette porte pour la maintenir ouverte afin que chaque citoyen et chaque citoyenne puissent tenter de bloquer les rouages du système pour enrayer la machine.

Exemples

- Les mobilisations citoyennes concernant les divers traités de libre-échange, comme le CETA qui a réuni plus de 10000 personnes à Bruxelles.[7]

- Le service politique d'Entraide et Fraternité fait du plaidoyer pour faire bouger le curseur sur différents enjeux actuels : Le traité sur la charte énergétique, la remisse de la dette, les traités de libre échange comme celui du Mercosur… Afin de sensibiliser et de conscientiser la population et lui permettre de mieux comprendre, il vulgarise ces enjeux en rédigeant des analyses et des études et en organisant des webinaires avec des experts.

6 Reporterre, « Changement climatique : Le Bangladesh à déjà les pieds dans l'eau, URL : https://reporterre.net/Changement-climatique-le-Bangladesh-a-deja-les-pieds-dans-l-eau

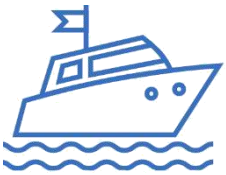
7 Pour plus d'information, consulter « la Saga du CETA : Quel modèle pour les futurs traités commerciaux européens ? », URL : https://www.entraide.be/Saga-CETA-Quel-modele-pour-les-futurs-traites-commerciaux-europeens

- La Plateforme citoyenne BXLREFUGEES[8]

Confrontée à la mauvaise gestion de l'accueil en Belgique, la Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés naît en septembre 2015 et se définit alors comme un espace de rencontre et de coordination des initiatives individuelles et collectives concernées par les questions migratoires. La Plateforme Citoyenne encourage au respect d'une politique migratoire en accord avec les conventions internationales, et dans le respect des droits de chacun. Elle est persuadée que seule une solution durable et solidaire, fondée sur le respect des droits humains et la fraternité universelle, peut être mise en place pour faire face à la crise mondiale de l'accueil que traverse notre époque.

Si ce n'est encore fait, **faire une pause à 4'50''** afin de discuter ensemble des propositions de placement d'Entraide et Fraternité

8 http://www.bxlrefugees.be/qui-sommes-nous/



Étape 2 : Avis de tempête

Relancer la vidéo

Pause à 6’16’’

Stopper la vidéo et faire travailler les élèves en sous-groupes.

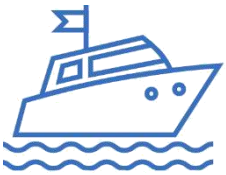
Tâche à réaliser : trouver les effets du réchauffement climatique

- Durée 5 à 8 minutes en sous-groupes
- Consigne : en sous-groupes, réfléchir aux effets des changements climatiques
- Inscrire les différents points trouvés autour du paquebot

Relancer la vidéo

Pour découvrir les propositions d’Entraide et Fraternité et poursuivre le visionnage

- Augmentation des températures
- Augmentation du niveau des mers
- Augmentation de l’acidité des océans
- Augmentation des catastrophes naturelles
- Dérèglement des saisons



Étape 3 : Les cales prennent l'eau

Nous vous proposons deux parties distinctes dans cette étape.

La première est un temps d'explication pour comprendre pourquoi les pays du « Sud » ont les pieds dans l'eau. **La deuxième** est une tâche à réaliser qui concerne le sauvetage du Earthboat.

Partie 1 : Pourquoi les peuples du « Sud » ont-ils les pieds dans l'eau ?

« Le changement climatique aura des effets dévastateurs pour les pauvres, à la fois en raison de la situation géographique des pays et des revenus faibles, rendant l'adaptation au changement climatique difficile. Alors que les pays en développement ont le moins contribué à ce problème, ce sont eux qui supportent le plus lourd fardeau, ce qui menace les gains déjà obtenus en matière de développement. » [9]

Les pays industrialisés (les pays du « Nord » majoritairement) ont des avantages :

- Plus riches ;
- Plus de pouvoir économique ;
- Plus pollueurs mais les moins touchés par cette pollution.

Les pays du « Sud » partent avec un déficit :

- Injustices sociales, économiques, politiques, environnementales
- Non-respect des droits humains

Prenons l'exemple de Haïti. Ce qui aggrave grandement sa situation, c'est sa **VULNERABILITE**[10] :

- Sensibilité du système et de sa capacité à s'adapter (le 2ème dépendant clairement des conditions sociales, économiques et politiques du pays)
- Pays le plus pauvre d'Amérique Latine (59% de la pop en dessous du seuil de pauvreté)
- Pas de services sociaux de l'Etat (inégalités très grandes : les 20% les plus riches détiennent 64% du PIB, les 20% le plus pauvres seulement 1% du PIB) Les variations du climat sont
- amplifiées par ;

9 Kemal DERVIS, ONU, URL : https://www.un.org/fr/chronicle/article/une-catastrophe-pour-les-pauvres-le-changement-climatique-menace-les-gains-du-developpement-acquis

10 Plus de détails se trouvent dans l'analyse « Avis de tempête » disponible en ligne : https://www.entraide.be/avis-de-tempete ou encore dans l'article des Nations Unies https://www.un.org/fr/chronicle/article/une-catastrophe-pour-les-pauvres-le-changement-climatique-menace-les-gains-du-developpement-acquis

- La topographie (montagnes),
- La déforestation et l'érosion des sols,
- Le peu d'infiltration des eaux de pluie,
- L'écoulement des terres arables,
- Le peu ou pas de planification urbaine,
- L'augmentation de la démographie,
- La mauvaise gestion des déchets,
- La biodiversité chamboulée
- Le manque de ressources.
- Inégalité et pauvreté
- Etat corrompu/absent → pas d'investissement pour la population, peuple abandonné
- Dépendance vis-à-vis de l'extérieur, les multinationale, dumping
- Dégradation environnementale/déforestation/érosion des sols

Pause à 8'08''

Stopper la vidéo et s'assurer que tout le monde à bien compris.

Les sous-groupes peuvent dessiner de l'eau sur les cales de leur paquebot, elles sont désormais inondées et inutilisables.

Relancer la vidéo

Partie 2 : Sauver le Earthboat

Pause à 8'43''

Stopper la vidéo et faire travailler les élèves en sous-groupes

C'est à partir d'ici que nous allons réfléchir ensemble à des solutions pour changer ce fonctionnement du monde dont nous ne voulons plus. Entendre tout ce qui vient d'être dit amène un sentiment d'injustice de plus en plus envahissant. Comment en rester là ? Comment ne pas en parler? Comment ne pas faire des suggestions même utopiques ? Comment ne pas agir en citoyen·ne qui réfléchit et qui est critique ? En sous-groupes, les élèves vont réfléchir à ce qu'il faudrait faire pour que le Earthboat, la terre ne continue pas de couler, de se détruire.

Que faudrait-il changer, inventer ou supprimer dans la manière dont tout fonctionne aujourd'hui ? Est-ce que ça doit toujours être les mêmes qui tirent les ficelles, les mêmes qui doivent sans cesse subir, les mêmes qui doivent se taire ? Les systèmes actuels ont été mis en place par les humains, ils peuvent aussi être changés par les humains.

- Durée : 10 à 15 minutes
- Mise en commun : Prendre le temps nécessaire pour rassembler toutes les idées et les noter.

Relancer la vidéo

Pour découvrir la situation souhaitée par Entraide et Fraternité

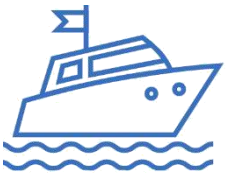
Les cales sont condamnées: elles sont sous l'eau, on n'arrivera pas à faire machine arrière mais on peut faire en sorte que plus personne n'ait à vivre dans des situations inhumaines, les pieds dans l'eau.

1er classe et 2e classe sont unifiées pour toutes les populations du monde. Le premier article de la Déclaration universelle des Droits Humains affirme que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droit. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. Ils doivent aussi restés éveillés, faire pression et demander des comptes à leurs élus. Avec les personnes de la salle des machines il y a des ponts à faire, des actions à entamer et des combats à mener

Dans le poste de commandement, les gouvernements du « Nord » et du « Sud », ainsi que l'ONU, collaborent sans hiérarchie. Les états sont démocratiquement élus par les populations dont ils représentent les intérêts. Ils ne sont ni corrompus ni aveuglés par des intérêts personnels. Ils reprennent du pouvoir sur les multinationales et les remettent à leur juste place. ONU et gouvernements, ensemble, cherchent des solutions durables en co-construisant, par exemple, des instruments juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales par rapport aux respects des droits humains.

Les canaux de sauvetage : Les multinationales sont contrôlées par les états et non plus l'inverse. Ces dernières sont respectueuses des droits sociaux, environnementaux, politiques, des populations. Elles ne sont plus dirigées par les actionnaires, ceux-ci sont exclus du jeu. Les instances internationales, FMI et BM, quant à elles, reprennent leur place d'outil de collaboration pour les gouvernements et perdent leur rôle de contrôle, de pouvoir et de sanction. Multinationales, FMI, BM sont sortis du paquebot dans les canaux de sauvetage mais restent amarrés au Earthboat.

Dans la salle des machines, la société civile actrice de changement avec le soutien des populations du « Nord » et du « Sud » joue son rôle de contrôle sur les agissements des membres du poste de commandement. Tout cela se fait en s'informant, se mobilisant, en sensibilisant, en interpellant et en faisant pression même en dehors des seuls moments électoraux. Il est nécessaire que le cap vers une justice sociale pour toutes et tous soit maintenu.



Étape 4 : Des passagers résilients

Après avoir entendu la proposition de l'équipe d'accompagnement du Earthboat, nous vous proposons de prendre un peu de temps pour les réactions, le débat, les compléments d'informations et les suites à poser.

- Quelles sont les réactions face à la réorganisation du paquebot ?
- Quels sont les avis ?
- Quelles sont les idées inacceptables ou irréalisables à leurs yeux et pourquoi ? Et au contraire pourquoi ont-elles été formulées ?
- De là où chacun·e se trouve sur le paquebot, que pouvons-nous maintenant mettre en place chez soi, à l'école, dans son mouvement de jeunesse, sa paroisse, son quartier, etc. pour que ça contribue aux changements voulus ?

En tant que citoyen·nes, quelles pistes suivre pour arriver à cette situation idéale?

Il y a trois manières pour les populations de faire en sorte que le paquebot ne coule pas. Les trois sont complémentaires, personne ne sait rien faire seul·e, chaque niveau d'action est aussi important que l'autre et chacun·e peut aller là où il se sent le mieux. Le plus important est de se mobiliser.

Les citoyen·nes, la population peut faire du bruit. Comme les jeunes durant les manifestations pour le climat, il est possible de faire du bruit dans les couloirs du paquebot, de frapper aux portes des politiques et les obliger à se réveiller. Nous pouvons les porter « en haut », les choisir correctement.

Les ONG, associations et collectifs citoyens sont structurés localement et au niveau international. Dans le paquebot, ils permettent de ralentir la progression des multinationales et aident à maintenir le cap vers plus de justice. Même si on n'est pas professionnel, on peut participer, devenir bénévole, se mouiller, apprendre. Il faut juste oser franchir la porte de la salle des machines. Mais le rôle de la société civile est aussi de porter la voix des « sans voix», ceux qu'on n'écoute pas ou qui n'ont pas la possibilité d'arriver à se faire entendre.

Chacun·e peut aussi modifier ses comportements individuels et collectifs afin de créer plus de rencontre et de convivialité entre tous les habitant·es de la planète. On peut faire de la place pour les autres en 2e classe (comme par exemple : les personnes qui hébergent des

migrant·es de la plateforme citoyenne), en attendant que les cales soient fermées. On peut aussi modifier notre mode de vie pour que l'eau monte moins vite.

On se rend bien compte qu'au final, c'est aux États de jouer leur rôle, la solution est aussi et surtout politique, c'est à eux de réglementer les multinationales et de reprendre les commandes.

On peut se poser la question de la démocratie et de la représentativité des gouvernements. Comment arriver à plus de justice possible à ce niveau-là ?

Exemples concrets

En Haïti

Sensibiliser et éduquer les populations paysannes (alphabétisation, droits humains, environnement, responsabilité citoyenne, agroécologie…) Former des leaders au niveau des communautés

Porter les revendications au niveau de l'État via les associations partenaires

Créer des coopératives agricoles

Chez nous :

Se rendre compte qu'avant même de naitre on est déjà redevable (d'autres personnes se sont battues pour nous – sécurité sociale, allocations, etc.-)

Continuer de se conscientiser au niveau de notre consommation

Aller à la rencontre d'initiative pour mieux se nourrir

Se mobiliser pour ce en quoi on croit (climat, Droits Humains, etc.)

Cultiver son esprit critique

Etre solidaire des populations les plus vulnérable ici et ailleurs

Se questionner sur ce que nous pouvons apporter au monde, à la société

Chercher avec d'autres à ce qu'on peut changer près de chez soi